

JÉRUSALEM DOIT ETRE DIVISÉE

(BEN-GOURION 1937 - 1947)

Par Aryeh Dayan (Ha'aretz Octobre 2000)

Pendant les fêtes, le weekend dernier, Ehud Barak a lu un livre, '*Sion dans le Sionisme*', qui décrit comment Ben-Gourion penchait clairement pour la partition de Jérusalem.

Par un jour pluvieux de l'hiver 1937, quelques membres de la Commission Peel visitaient le Moshav Nahalal dans la vallée de Jezréel. Le Gouvernement britannique avait mis en place ce groupe, avec à sa tête Lord William Peel, pour trouver une solution au problème d'Eretz Israel. Ses membres parcouraient le pays, rencontrant les leaders Juifs et Arabes et examinant les diverses options. Un membre de la Commission voulut utiliser sa visite au Nahalal pour connaître la réponse de son hôte, Prof. Chaim Weizmann, à l'idée discutée à ce moment là.

La conversation au Nahalal entre le Président de l'Organisation Sioniste Mondiale et le membre de la Commission Royale britannique eut lieu dans une petite pièce utilisée d'habitude comme secrétariat du moshav. Au centre de l'idée proposée à Weizmann, il y avait la partition d'Eretz Israel entre un Etat juif et un Etat arabe, avec Jérusalem restant sous souveraineté britannique. Les membres de la commission pensaient que les leaders sionistes seraient d'accord avec l'idée de proclamer un Etat juif sur une partie seulement du pays, mais qu'ils s'opposeraient au fait de laisser Jérusalem à l'extérieur de ses frontières ; Mais Weizmann, à la surprise très nette de son interlocuteur, accepta chaleureusement les deux parties du plan. Quand il quitta la pièce, d'après le témoignage d'un témoin présent à l'entretien, « *son visage rayonnait de bonheur* » ;

Le Premier Ministre Ehud Barak, tout en se reposant dans sa piscine au Kibboutz Kfar Giladi, a pu lire le récit de cette entrevue, où c'était la première fois dans l'histoire du Sionisme que l'on discutait sérieusement de l'avenir de Jérusalem, De toutes manières, cette rencontre était décrite dans le livre du Docteur Golani (« *Tziyun Be'tziunut* ») que tenait à la main Barak quand il a été photographié avec son épouse pendant son weekend. Même David Ben Gourion, d'après ce livre, « *répondait avec une grande excitation* », à l'idée de créer un Etat juif dont les frontières n'incluraient pas Jérusalem.

L'argument principal de ce livre, qui décrit la politique des leaders sionistes à propos de la question de Jérusalem entre 1937 et 1949, est que durant la plus grande partie de cette période, Ben-Gourion approuvait clairement la partition de Jérusalem. Le désir de partition de Ben-Gourion, d'après le Dr Golani, venait principalement de sa ferme opposition à l'incorporation de la Vieille ville, avec ses lieux saints, à l'intérieur des frontières du futur Etat juif.

Ben-Gourion, qui malgré tout essayait d'empêcher l'inclusion de la vieille ville dans l'Etat arabe, préférerait la transférer à une souveraineté internationale. Il voulait inclure les faubourgs juifs à l'ouest de la ville dans l'Etat juif ; En 1947, avec le début des délibérations sur la partition à l'Assemblée Générale des Nation-Unies, il devait décider lui-même, entre les deux solutions suivantes : laisser le contrôle de la partie orientale de la ville à la souveraineté arabe, ou bien accepter le contrôle sur toute la ville, incluant les quartiers juifs de l'ouest, à la communauté internationale. Barak, a pu lire, dans le livre de Golani, que Ben-Gourion choisit la deuxième option.

Si l'on veut résumer l'attitude du leader à qui Barak adore se comparer, Golani écrit que Ben-Gourion développa de plus en plus l'idée selon laquelle, si les lieux saints étaient dans les mains juives, le mouvement sioniste n'avait aucune chance de modeler

Jérusalem à son image. Ben-Gourion pensait ainsi se débarrasser du poids des lieux saints et garder la Jérusalem ouest juive, libérée du boulet historique, religieux et politique de cette partie est de la ville. Cette volonté de se débarrasser de ce boulet que représentait le contrôle de Jérusalem-est l'amena même à retirer toute demande de souveraineté juive sur le Mur ou le quartier juif de la Vieille Ville. A propos du Mur il était d'avis pour obtenir un accord déclarant que l'organisation internationale qui gèrerait Jérusalem Est devrait garantir la liberté de culte dans cet endroit. Ben-Gourion n'avait aucune attirance avec le Quartier Juif, avec ses synagogues et ses yeshivots. A ses yeux, ce quartier et ses habitants symbolisaient le vieux yishouv antisioniste. C'était l'Université Hébraïque et non pas les yeshivots et synagogues, qui symbolisait, pour lui, l'esprit juif de Jérusalem.

« Ben-Gourion était près à donner Jérusalem, sans qu'on le lui demande tellement il était enthousiaste à l'idée de partition » pouvait lire Barak dans le livre de Golani. En Janvier 1937 après la réunion au Nahalal et six mois avant que la Commission Peel ne publie ses recommandations, il déclarait à ses amis du Mapai qu'il était prêt à accepter un Etat juif, même sans Jérusalem. *« Il était évidant que Jérusalem et Bethlehem devaient être mises de côté et seraient des territoires internationaux, sous souveraineté anglaise et localement juive et arabe après des arrangements. »* écrit Golani en citant Ben-Gourion .

Dans les mois qui suivirent, Ben-Gourion changea son point de vue et arrêta de parler *« d'Etat juif sans Jérusalem »*. Sa crainte de la contre attaque des Revisionnistes de droite (*« nous sommes partis pour une guerre civile espagnole »* commentait-il à propos de la possibilité d'une guerre civile dans le Yichouv) lui fit élaborer une autre position : d'accord pour la partition de la ville plutôt que de d'accepter de la laisser être incorporée dans un Etat juif. Les faubourgs juifs de l'ouest de la ville seraient inclus dans l'Etat juif , alors que le reste de la ville serait sous souveraineté internationale. Il continua à maintenir sa position, même après que la commission royale ait publié ses recommandations dans lesquelles on pouvait lire que Jérusalem restait entièrement sous souveraineté britannique. Ben-Gourion répétait jour après jour à cette époque que Jérusalem devait être divisée.

Dans une lettre qu'il envoya de Londres en Juin 1937, lettre que l'on peut lire encore aujourd'hui comme un document parfaitement pertinent, il écrivait les phrases suivantes : *« C'est pour moi un grand désastre de ne pouvoir diviser Jérusalem en deux municipalités séparées, arabe et juive. Notre situation à Jérusalem, si nous pouvions vraiment le faire, serait complètement différente et peut être que notre futur politique tout entier serait aussi fondamentalement différent, si on se rendait compte que, même avant les délibérations sur la partition, il est nécessaire de diviser Jérusalem et d'établir une municipalité autonome juive.... A Jérusalem, la rhétorique patriotique, impotente, cette stupide et creuse rhétorique surpasse l'action créative de mettre en place un Etat. Jérusalem est maintenant « unifiée » sous la coupe des Nashashibis et du Khaldis parce que quelques Jérusalémites veulent mettre la main sur le Mont du temple... Une Jérusalem juive libérée du partenariat des effendi arabes et du clergé anglais, déconnectée de la Vieille Ville, qui n'a rien d'autre à donner que d'être un musée et libérée de tous les faubourg arabes qui épuisent nos forces, une telle situation accroîtrait nos talents municipaux et ferait de la Jérusalem juive un centre magnétique pour la nation juive, de telle sorte qu'elle augmenterait notre capital d'indépendance juive.. »*.

Les dix années difficiles qui s'écoulèrent entre l'écriture de cette lettre et le début des délibérations des Nations-Unies sur la partition de la Palestine renforcèrent la position de Ben-Gourion ainsi que celle des dirigeants du Sionisme officiel, concernant la nécessité de diviser Jérusalem. Devant la Commission d'enquête des Nations-Unies qui visita Israël pendant l'été 1947, Ben-Gourion parla encore en faveur de la thèse de l'incorporation de Jérusalem Ouest dans l'Etat juif et des "arrangements spéciaux" à trouver concernant la Vieille Ville, les lieux saints et les faubourgs arabes tout autour des murs.

Le plan de partition, publié par la commission d'enquête, dérangerait Ben-Gourion et les membres de l'exécutif sioniste parce qu'il excluait Jérusalem ouest de l'Etat juif de telle sorte que ce quartier, avec le reste de la ville, devenait un "complexe international". Les frontières de cet ensemble, comme le demandaient les recommandations de la commission, ne gardaient que peu des idées développées sur l'expansion de Jérusalem dans les mois récents: depuis Abou Dis et Al Azariyya à l'est, Deir Yassin et Motza à l'ouest et depuis Shuafat au nord jusqu'à Bethléhem au sud.

Golani écrit dans son livre que les dirigeants de l'Agence juive ne cachèrent pas leur malaise face à cette idée, mais réalisèrent qu'ils devaient l'accepter. Ils comprenaient qu'ils ne pouvaient pas laisser passer l'opportunité de créer un Etat indépendant, même au prix de laisser Jérusalem en dehors de ses frontières.

Ben-Gourion annonça qu'il allait se battre pour changer les recommandations de la commission Peel à propos de Jérusalem, mais Golani écrit que "contrairement à toutes les règles de la négociation, dans lesquelles on n'abat pas toutes ses cartes dès le début, il ajouta sans hésiter que, si l'on avait pas le choix, il accepterait les recommandations de la commission sans aucun amendement." "D'après le livre que Barak lit en ce moment pour approfondir la position des solutions proposées sur Jérusalem, la délégation sioniste à l'Assemblée Générale des Nations-Unies continua à exiger que Jérusalem soit incluse dans les frontières de l'Etat juif, mais tout le monde, Ben-Gourion en tête ainsi que les délégués, savaient que c'était "pour la forme".

L'Agence Juive fit la concession sur la question de Jérusalem, écrit Golani. La délégation de l'Agence Juive s'arrangea pour transmettre un message clair, sans ambiguïté, aux représentants des Etats qui soutenaient la partition, c'est à dire l'établissement d'un Etat juif. ...C'était un grand sacrifice national et spirituel, mais cela était vu comme une nécessité: gagner une majorité de votes favorables à l'Assemblée Générale des Nations-Unies, même si cela se faisait sur une partie seulement d'Eretz Israël."

Evidemment, on ne pourra jamais savoir ce que Ehud Barak a tiré du livre de Motti Golani et quelle est son opinion, après sa lecture, sur le point de vue de Ben-Gourion à propos de Jérusalem à la veille de l'établissement de l'Etat. La lecture du livre montre cependant clairement que sur ce sujet, Barak peut se rapprocher plus près d'Arafat sans en arriver à ce que Ben-Gourion était prêt à sacrifier afin d'obtenir un Etat indépendant pour le peuple juif.

« LA PAIX N'EST PAS LA PRIORITE »

(BEN-GOURION 1952)

Article de Aluf Benn du Ha'aretz 21/01/2001

Les objectifs d'Israël, à l'époque de la création de l'Etat, concernant les questions des frontières et des réfugiés, n'étaient pas très différentes de ceux que E. Barak affronte pour le pays dans les discussions de Taba.

Malgré l'impression confuse donnée par Barak aux médias concernant les buts de sa politique étrangère, les instructions qu'il a données aux négociateurs sont cohérentes. Les trois limites qu'il s'est donné sont dans la continuité de celles des fondateurs de l'Etat d'Israël, tant en ce qui concerne la politique étrangère que la politique de défense. S'il savait mieux l'expliquer dans ce sens, sa situation politique serait plus solide.

Shlomo Ben Ami, Yossi Beilin et Ammon Shah sont arrivés à Taba avec trois buts, en liaison avec les limites données par E. Barak :

*définir la frontière est d'Israël à l'est de la ligne verte.

*Garder la main sur les lieux saints de Jérusalem.

*Maintenir les réfugiés palestiniens en dehors d'Israël.

Barak avait réussi à avoir le soutien de Bill Clinton pour l'achèvement de ces trois buts. Y. Arafat refusa de les accepter, préférant continuer sa lutte contre Israël. A la base des discussions actuelles, il y a la tactique israélienne visant à faire peur aux Palestiniens, en leur montrant ce qu'ils risquent d'avoir comme résultat avec l'extrémiste A.Sharon et un président américain indifférent comme G.W. Bush, et de leur faire accepter le découpage géographique proposé.

Le plan Barak de « *séparation unilatérale* » d'avec les Palestiniens doit atteindre le même but, si Y. Arafat persistait dans son refus. Comme on va le voir les positions israéliennes ne sont pas nouvelles, en fait, et datent des premiers jours de la création de l'Etat.

Il y a quelques mois, un livre de Shimon Golan (« Gvul Ham Milhama Kara », 'Frontière chaude guerre froide') analysait la politique sécuritaire de l'Etat d'Israël de 1949-1953, depuis la signature de l'armistice jusqu'aux raids massifs sur Kibya, qui déterminèrent l'hostilité active entre Israël et ses voisins et amenèrent A. Sharon, en tête aujourd'hui pour la course aux élections de 2001, à sa grandeur militaire.

Golan est un chercheur du Département Historique de l'Armée d'Israël, mais à part son rôle dans l'establishment militaire, et sa modération quand il aborde certains sujets délicats, ses conclusions ne surprendront pas les « *nouveaux historiens* ». Comme eux, Golan est convaincu qu'Israël ne s'est pas pressé à rechercher la paix après la guerre d'Indépendance, parce qu'il avait peur de payer au prix fort les concessions que les supers puissances lui imposaient, dans le domaine des frontières et des réfugiés.

Le refus des pays arabes d'accepter Israël comme voisin, servis en fait les buts à longs termes de leur ennemi israélien. Golan montre que le but principal de la politique étrangère et de défense d'Israël, formulée après la guerre d'Indépendance, était de consolider les résultats de cette guerre et des arrangements de l'armistice, au niveau du territoire et de la démographie.

Les mêmes problèmes sont actuellement en question pour expliquer les obstacles dans les négociations avec les Palestiniens et les Syriens. Arafat veut « *le droit au Retour* » pour les réfugiés palestiniens, et la Syrie exige les berges du lac de Tibériade et d'autres territoires, qui avaient été déclarés démilitarisés après la guerre d'Indépendance. Retours

aux origines ! La victoire sur le champ de bataille avait donné des territoires considérables aux mains d'Israël qui n'étaient pas prévu par la partition des Nations-Unies de Novembre 1947, alors que de nombreux Arabes qui auraient dû vivre à l'intérieur des frontières de l'Etat juif, n'y étaient plus.

Les fondateurs de l'Etat ne voulurent rien perdre des acquisitions faites et développèrent une politique de recherche de la paix, mais pas trop vite. Ils réussirent à lever la pression importante que leur imposaient les Etats-Unis et la Grande-Bretagne en vue d'accepter des concessions territoriales et le retour des réfugiés. Le refus arabe les aida en ce sens, car les Arabes voulaient leurs imposer des concessions comme un préalable à toute négociation.

A la Conférence de Lausanne, en 1949, Israël accepta de prendre 100 000 réfugiés, suite à une pression américaine très forte, mais put ne pas appliquer ce plan à cause de l'intransigeance arabe à toujours en vouloir plus.

Israël, au début, voyait les règlements de l'armistice comme un premier pas vers la paix, et essaya de signer des règlements permanents avec l'Egypte, la Jordanie et la Syrie. Tous les efforts furent un échec, laissant d'ailleurs des leçons pour l'avenir. A l'époque, comme maintenant, les positions « *n'étaient jamais si proches* ». Les intérêts mutuels étaient également vrai, mais le désir politique restait vague. Syrie et Israël réussirent à se répartir la zone démilitarisée entre eux deux. Les discussions que les représentants israéliens eurent avec le roi Abdallah de Jordanie conduirent aussi à la paix et à la signature d'un traité de non-belligérance. Les médias israéliens de l'époque étaient optimistes, titrant, comme d'habitude : « *traite de non-belligérance et accord économique et commercial entre Jordanie et Israël* » (Ha'aretz de Mars 1950). Certains, en Israël, avaient même caressé l'idée de créer un Etat palestinien en Cisjordanie, dirigé par les leaders des réfugiés. Mais tous cela échoua.

Les hommes politiques israéliens avaient vu, avec justesse, que l'Egypte deviendrait le premier pays du monde arabe à faire la paix, mais les contacts secrets qu'ils avaient avec les officiels égyptiens leurs disaient aussi que ces derniers n'étaient pas très pressés. Plus Israël utilisait la situation de « *ni guerre ni paix* », plus les voix appelant à un maintien au statu quo grandissaient, même si l'hostilité arabe et les problèmes avec les grandes puissances augmentaient en même temps.

C'est le ton qui prévalait à une réunion d'Octobre 1952, entre D. Ben-Gourion et M. Sharett, Ministre des affaires étrangères :

« Notre première priorité n'est pas de faire la paix avec les Arabes... Voir la paix comme une priorité est la même erreur que de mettre le point de vue militaire au centre de nos préoccupations, car je suis convaincu que l'économie, la puissance militaire et les relations internationales doivent s'adapter aux buts poursuivis. »

Et Ben-Gourion, d'annoncer l'ordre des priorités clairement : la priorité numéro un pour Israël est sa propre existence et la deuxième priorité est sa relation avec les Etats-Unis. La paix avec les Arabes ne vient qu'en troisième position :

« Je suis tendu vers la réalisation de la paix avec les Arabes, de toute mes forces ; j'y suis prêt nuit et jour, mais il y a actuellement des choses prioritaires et d'autres qui viennent en seconde position. Actuellement la priorité vitale est l'Amérique. »

Ben-Gourion ne croyait pas dans un nouveau Moyen-Orient, dans lequel Israël s'intégrerait au sein des Nations arabes. Sa vision avait une base identique à celle de E.

Barak ou Ben-Ami plus tard, qui croient à la paix mais avec de hautes frontières et une paix « séparée » :

« Nous sommes une nation européenne, cette région ne fait que commencer à exister face à l'Europe et nous n'en faisons pas partie.. Aussi longtemps que le monde arabe est comme il est, l'Amérique doit nous considérer comme étant localisé au Siam. Nous n'avons aucune relation avec eux, notre régime, notre culture, toutes nos relations ne font pas parties de cette région : nous n'avons aucune unité politique à leurs yeux. » déclara Ben-Gourion.

L'establishment israélien refusa d'accepter la ligne d'armistice, connu sous le nom « *frontières du 4 Juin 1967* » comme frontières définitives du pays. M. Dayan, une étoile montante dans l'armée de cette époque, pensait que le moment était venu, pour Israël, de changer ses frontières en sa faveur. Reuven Shiloah, un haut fonctionnaire du Ministère des Affaires Etrangères parla à l'époque d'une frontière qui serait le long de la rivière du Jourdain. M. Sharett s'y opposa à cause de sa crainte de voir l'opposition internationale s'accroître et dénoncer l'expansionnisme d'Israël et sa domination sur une nombreuse population arabe. Mais même M. Sharett, le plus modéré de groupe, était convaincu que si les Arabes « *dans leur stupidité et leur méchanceté* » permettaient à Israël de prendre des territoires sans annexer une population arabe trop nombreuse, « *nous devons considérer l'opportunité et prendre l'avantage* ».

Les efforts pour « améliorer » les frontières d'Israël ont fait partie des plans de l'Armée israélienne à cette époque. Israël était prêt à une « deuxième manche » avec le monde arabe, et dans les plans du commandement général, on préparait des directives générales, au cas où une attaque sur tous les fronts des Arabes arriverait. Les concepteurs de ces plans définirent quelles seraient les frontières « d'une expansion diplomatique que le pays pourrait imaginer dans le futur », depuis Beyrouth, en passant par l'autoroute Beyrouth-Damas, jusqu'à Damas au Nord ; la ligne passant de Damas jusqu'à Akaba à l'Est, incluant Mafrak et Amman, principales villes de la Jordanie. Wadi Al Arish et la mer méditerranée à l'ouest. Une cible secondaire serait la rivière Litani et Marjayoun au Liban, Quneitra dans le Golan, la rivière du Jourdain à l'est et Wad-al-Arish dans le Sinaï. Dans ces plans militaires, on parle avec discrétion du Golan, et aussi on remarque que ces plans ne sont pas « des plans d'un pays à la recherche de territoires », mais plutôt des scénarios militaires pas obligatoirement acceptés par l'échelon politique.

Golan écrit que Ben-Gourion pensait qu'Israël devait se contenter d'utiliser les articles de l'armistice et ne pas vouloir aller au-delà : « *je ne trouve aucune référence dans le document principal, ni dans ceux plus secondaires, permettant de croire à un droit à une expansion plus grande* » Mais même si les idées de conquête étaient reçus en silence, ce qu'il faut en déduire, c'est que des plans prêts à l'emploi étaient dans les cartons.

La guerre des Six Jours permit la mise en exécution de ces plans et même au-delà du Sinaï. Celle du Liban, elle, mis en pratique les plans pour la frontière nord. Ces deux guerres furent dirigées par deux Ministres de la défense qui grandirent dans l'armée dans les années 1950, Moshé. Dayan et Ariel. Sharon, et qui assimilèrent la pensée de cette époque. D'après Golan, les plans préparatoires avaient aussi un autre aspect important. En Octobre 1952, le colonel Shalom Eshel écrivit un rapport à Ben-Gourion dans lequel il faisait remarquer la faiblesse de l'Armée israélienne face aux armées arabes, et son incapacité à défendre Israël, compte tenu du rapport de forces, si les Arabes attaquaient les premiers. Il craignait la victoire des Arabes, si « *une seconde manche* » avait lieu. Sa

conclusion était donc qu'Israël devait toujours être le premier à prendre l'initiative de la guerre.

« Cette conclusion peut être comprise comme étant le début de l'évolution vers la philosophie militaire de la guerre préventive par Israël » écrit Golan. L'étape suivante sera la rédaction du programme opérationnel « Lavi », ancêtre de celui de la guerre des Six-Jours, qui fut écrit par le successeur de Eshet, le Colonel Yuval Ne'eman.

La programmation militaire dans les années 1950 se développait, sans commune mesure avec la taille de la petite armée israélienne, tellement jeune et peu experte dans les armes nouvelles. La question des frontières préoccupait l'Etat et ses dirigeants, spécialement pour la sécurité de tous les jours, ou il y avait deux gros problèmes : les infiltrations de réfugiés palestiniens par les frontières avec la Cisjordanie et la Bande de Gaza et la lutte avec la Syrie à propos du contrôle de la zone démilitarisée du Nord.

Le problème des infiltrations et des attaques terroristes depuis les Territoires n'a pas vraiment changé jusqu'à aujourd'hui, même si, avec les années qui passent, il a pris des aspects différents et même si le contrôle des Territoires est passé de la responsabilité de la Jordanie et de l'Egypte à Israël, et dans les dix dernières années, d'Israël à l'Autorité palestinienne.

De nombreux chapitres du livre de Golan peuvent se lire comme s'ils étaient des manchettes de nos journaux actuels. Les relations avec la Jordanie dans les années 1950 nous rappellent de très près notre dilemme concernant l'autorité Palestinienne et l'Indifada d'Al-Aqsa. Israël pensait, comme aussi actuellement, pouvoir trouver un interlocuteur qui pourrait être responsable d'un certain calme à sa frontière et empêcher les infiltrations. Il y eu, de nombreuses fois, des tentatives pour trouver des arrangements avec les Jordaniens, à tous niveaux, inférieurs, supérieurs ; il y eu même des patrouilles mixtes, mais tout ceci capota.

Le Comité d'Armistice des années 1950, ayant à sa tête un représentant des Nations-Unies, a vu sa renaissance dans le Protocole de Wye, qui décida de nommer comme arbitre, entre les délégués à la sécurité, israéliens et palestiniens, des représentants de la CIA. Dans les années 1950, Israël ne pouvant imposer une fermeture des Territoires, adopta des représailles pour montrer que les infiltrations en Israël auraient un coup élevé. Le dilemme était bien sûr, au niveau politique et militaire, jusqu'à quel niveau répressif les actions pouvaient aller et quel prix Israël était prêt à payer. La communauté internationale, déclaraient les représentants officiels du Ministère des Affaires Etrangères, avait une vision de l'ordre mondial reposant sur la notion de frontières absolument inviolables., et ne pouvaient donc accepter l'idée d'une armée régulière conduisant des opérations militaires en toute impunité à travers une frontière.

W Eytan, directeur au Ministère des Affaires Etrangère, défendit un point de vue opposé en déclarant que de telles actions n'avaient aucune valeur. Mais le Ministre des Affaires Etrangère de l'époque et la plupart des autres ministres le désavouèrent et acceptèrent des opérations militaires occasionnelles, tout en prenant en compte la dimension diplomatique du problème. Il y aura cependant une opération qui sera annulée, suite à une réunion avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Le livre de Golan ne va pas jusqu'à la période de la guerre des Six-Jours, qui vit la réalisation des aspirations de ceux qui voulaient voir les frontières d'Israël s'étendre, mais il faut noter à l'époque, les craintes de Sharett et de ses collègues à l'idée de dominer une si nombreuse population arabe.

Le compromis que Barak essaie d'obtenir est en quelque sorte la continuation de la politique de Ben-Gourion et de Sharett, avec la volonté d'inclure les conséquences de la guerre des Six-Jours à propos de la vieille ville de Jérusalem et des frontières de la Cisjordanie.

E. Barak essaie de déplacer la frontière plus à l'est afin d'agrandir le corridor de Jérusalem et de gagner une ligne de crête à son endroit le plus resserré pour Israël. Ceci est la logique qui soutient sa volonté d'annexer certaines colonies en Samarie et Judée et ceci explique le duel, à Taba, entre Ben-Ami et Abu-Ala.